

La conception schizophrénique de la croissance des libéraux

Les libéraux et les institutions qu'ils dominent essaient de résoudre la quadrature du cercle. Ainsi, dans ses dernières prévisions sur l'évolution de la croissance mondiale, le FMI se demande comment la zone euro peut parvenir à réduire ses dépenses publiques sans affaiblir la croissance. Ses experts remarquent, à juste titre, qu'*« une croissance faible se traduit (...) aussi par un ajustement budgétaire plus difficile et des risques plus élevés tout au long du chemin »*. Ce qui pose cependant problème, ce sont certes ces politiques *« d'ajustement budgétaire »* drastiques mais aussi la vision que la plupart des dirigeants se font des ressorts de la croissance. Ils en ont une conception schizophrénique. D'un côté, ils mesurent parfaitement qu'à l'heure de la révolution informationnelle et des nouvelles technologies, il est essentiel de développer les qualifications,

la formation, les savoirs des salariés et de la population. De l'autre, ils considèrent que cela a un coût qui peut compromettre la rentabilité immédiate des capitaux et qu'il faut donc les réduire. Cette ambivalence est, dans la crise, particulièrement exacerbée. Lors du sommet de Lisbonne en 2000, les pays européens s'étaient engagés à donner le jour à *« une économie basée sur le savoir, la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi »*. L'objectif était d'atteindre une croissance économique moyenne de 3 % et de créer 20 millions d'emplois à l'horizon 2010, de porter les dépenses de recherche-développement (R&D) à 3 % du PIB et le taux d'emploi à 70 % de la population en âge de travailler. Douze plus tard, l'Europe est l'homme malade de la planète plutôt que

son phénix. Elle est en récession. Les dépenses de R&D stagnent à 2 % du PIB, le taux de chômage dépasse 10 % et le taux d'emploi est à peine de 64 %. La part des dépenses publiques d'éducation dans le PIB des pays de l'Union s'effrite depuis 2003, le pourcentage de la population adulte participant à des formations baisse depuis 2005. On en est arrivé là parce que domine encore l'idée que la relance de l'activité passe par l'accumulation de moyens matériels et financiers dont il faut assurer la rentabilité la plus élevée possible, plutôt que d'essayer d'impulser des investissements créateurs d'emplois, assurant un développement et une valorisation des qualifications, nécessitant de bons salaires. Toutes choses qui supposent des services publics de formation, de santé, de financement, en essor, efficaces. C'est justement ce qu'ils veulent réduire.